

## Note de conjoncture 23

---

23 mars 2012

L'actualité des sondages, études et conférences

### Alain Vermeersch

#### Sondages

##### Présidentielles

Jusqu'ici, seul l'Ifop avait franchi le pas, et mettait en tête N. Sarkozy au premier tour de la présidentielle. Cette fois, l'institut CSA lui a emboîté le pas : d'après une étude réalisée pour BFMTV, 20 minutes et RMC (22/03), **Nicolas Sarkozy se détache avec 30% (+2 points en une semaine) d'intentions de vote au 1er tour de la présidentielle devant F. Hollande (28%, inchangé)**. Derrière, un trio est quasiment à égalité : Jean-Luc Mélenchon (+2 points) rejoint François Bayrou à 13%, tandis que Marine Le Pen est à 13,5% (-2,5%). En bas de tableau, aucun candidat ne dépasse les 2%, le score dont est créditée Eva Joly (EELV) qui gagne 1 point. De leur côté, Nicolas Dupont Aignan (Debout la République) s'affiche à 0,5% (-0,5 point), tandis que Nathalie Arthaud (LO), Philippe Poutou (NPA) et Jacques Cheminade récoltent moins de 0,5% d'intentions de vote. 10% des sondés ne se prononcent pas.

**Au second tour, le rapport de forces reste inchangé** : François Hollande reste donné largement vainqueur, à 54% contre 46% pour Nicolas Sarkozy. Pour Jérôme Sainte-Marie, directeur du département Opinion de CSA, les deux points gagnés par Nicolas Sarkozy au premier tour «tiennent peut-être un peu au forfait de Dominique de Villepin, mais s'expliquent davantage par des gains importants parmi les anciens électeurs de Jean-Marie Le Pen et les ouvriers». Une catégorie socio-professionnelle dans laquelle le candidat UMP «fait désormais jeu égal avec François Hollande et Marine Le Pen», souligne-t-il.

**Quant à Jean-Luc Mélenchon, «juste après le rassemblement réussi et médiatisé de la Bastille» le 18 mars, il «amène des personnes jusqu'alors attentistes ou indifférentes à déclarer une intention de vote»** et en engrange notamment parmi les anciens électeurs d'Olivier Besancenot (NPA), analyse M. Sainte-Marie.

##### Les propositions François Hollande et Nicolas Sarkozy.

Sondage TNS Sofres (16/03) Des Français qui approuvent l'idée de renégociation des accords de Schengen mais qui sont partagés sur sa faisabilité. Alors que 50% des personnes trouvent que la libre-circulation des personnes en Europe introduite par les accords de Schengen est une bonne chose (contre 39% qui trouvent que

c'est une mauvaise chose), **les Français accueillent favorablement la proposition de Nicolas Sarkozy de renégocier ces accords pour lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine** : 62% des interviewés pensent qu'elle serait une bonne chose (contre seulement 27% qui pensent qu'elle serait une mauvaise chose). Toutefois, la faisabilité de cette renégociation partage l'opinion : 48% considèrent que la renégociation de ces accords est possible contre 39% qui ne la croient pas possible (13% ne se prononcent pas).

**La renégociation du traité européen de discipline budgétaire serait également une bonne chose pour une majorité mais là encore, les Français sont partagés sur sa possibilité.** La proposition de François Hollande de renégocier le traité européen de discipline budgétaire, afin de relancer la croissance dans l'Union européenne, est approuvée majoritairement (52% pensent que ce serait une bonne chose contre 25% qui pensent que ce serait une mauvaise chose). En revanche, les Français sont partagés sur la possibilité d'une telle renégociation, puisque 42% la croient possible et 37% impossible (21% ne se prononcent pas).

**La proposition de taxation des exilés fiscaux massivement approuvée, mais les Français sont une majorité à croire que Nicolas Sarkozy ne mettra pas en place une telle mesure s'il est réélu.** Les Français se montrent acquis à la proposition de Nicolas Sarkozy de taxer les revenus du capital des exilés fiscaux, afin qu'ils soient autant taxés sur ces revenus que s'ils habitaient en France : 79% approuvent cette proposition (contre seulement 11% qui se disent opposés). Ils sont en revanche majoritairement sceptiques sur le fait que le Président actuel mettrait en place cette mesure, dans le cas de sa réélection (53% pensent qu'il ne la mettrait pas en place, contre 33% qui pensent qu'il le ferait).

## **Jeunesse**

**La candidate du FN réalise ses meilleures audiences télés chez les jeunes et elle rencontre le même succès dans les sondages.** Selon un sondage CSA pour BFM TV, F. Hollande ne recueille que 18% des voix des 18-30 ans contre 25% pour Nicolas Sarkozy et 26% pour... Marine Le Pen. A l'inverse, il arrive largement en tête chez les 18-22 ans. Selon un sondage Ifop pour l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (Anacej), il obtient 31% des voix dans cette population, il est suivi par Marine Le Pen avec 23% puis par Nicolas Sarkozy avec 21%. Il existe tout un pan de la jeunesse, précarisée, ne se reconnaissant plus dans l'axe droite-gauche, qui voit un éventuel recours dans la candidature Le Pen. Un sondage Viavoice-Libération montrait d'ailleurs que 32% des 18-25 ans sont « contestataires ». Ils s'intéressent à la politique mais rejettent le système économique, social et scolaire actuel. Parmi eux, 27% souhaitent la victoire de Marine Le Pen, un score largement supérieur à sa moyenne, contre 42% pour Hollande et 22% pour Mélenchon et Bayrou. La même étude affirme que 29% des 18-25 ans sont « désenchantés », ils n'ont également plus confiance dans les élites actuelles mais se désintéressent de la politique contrairement aux « contestataires ». Ces derniers sont 19% à vouloir la victoire de Marine Le Pen. Dans une étude du cabinet NPA, réalisée avec l'institut CSA, on peut lire que dans les principales émissions politiques où elle était invitée depuis septembre 2011, Marine Le Pen a obtenu des audiences supérieures chez les 18-35 ans à ses audiences dans toute la population. Des chiffres qui correspondent à ses scores dans le sondage Ifop sur les 18-30 ans. A l'inverse, François Hollande, dans le même laps de temps, a obtenu des scores chez les moins de 35 ans inférieurs de 13% à sa moyenne générale. En revanche, Hollande cartonne chez les plus de 60 ans. De leur côté, Mélenchon et Eva Joly ont fait de bonnes audiences chez les jeunes mais moins que Marine Le Pen. A la télévision, la gauche n'a donc pas la

préférence de la jeunesse. On regarde Marine Le Pen ou Mélenchon, pour le « spectacle », on attend des « petites phrases », un esclandre avec un journaliste ou un opposant politique. (Marianne2 20/03)

**L'analyse de Brice Teinturier (Ipsos)** : On peut tirer deux enseignements des enquêtes publiées dans la semaine du 13 au 20 mars. D'une part, François Hollande et Nicolas Sarkozy sont à égalité au premier tour (sondages CSA et OpinionWay) ou Nicolas Sarkozy est légèrement devant (sondage Ifop) ou derrière (sondage TNS Sofres). D'autre part, sur le plan de la stricte semaine, Nicolas Sarkozy s'est plutôt tassé : lundi, selon l'ifop, il était à 28,5% et François Hollande à 27%. Dimanche, l'ifop le situe à 27,5%, soit - 1 point, tandis que François Hollande serait stable à 27%. Nous sommes là dans des évolutions limitées qu'il ne faut pas sur-interpréter. Mais à minima et dans la semaine, on ne peut parler d'une dynamique Sarkozy. Au-delà de cette seule semaine et depuis son entrée en campagne, il y a un mois, Nicolas Sarkozy a progressé d'environ 2 points ou 2,5 points suivant les instituts et selon leurs niveaux de départ. C'est une lente reconstruction de son socle électoral. C'est une progression. François Hollande s'est lui tassé de manière quasi continue : début janvier, il était en baisse après le haut niveau de la désignation des primaires. Après la séquence du Bourget, il était remontée. Depuis, il s'est tassé de 2 points à 3 points, l'essentiel étant allé sur Jean-Luc Mélenchon. Car s'il y a une dynamique, elle est davantage du côté de Jean-Luc Mélenchon dont la progression semble beaucoup plus régulière. Il est maintenant à plus de 10%.

### **La campagne de Melenchon**

Jean-Luc Mélenchon figure pour la deuxième semaine consécutive en tête de notre dynamomètre TNS Sofres (16/03) : 49% des Français considèrent qu'il est en train de gagner des points pour l'élection présidentielle (+2 par rapport à la semaine dernière). Nicolas Sarkozy rebondit après la baisse constatée la semaine dernière : les Français sont désormais 43% (+15 points) à considérer qu'il est en train de gagner des points. François Hollande en revanche, enregistre une forte baisse : 28% (-11 points) pensent qu'il est en train de gagner des points.

**J-L. Melenchon, en ascension dans plusieurs sondages depuis deux semaines, monte sur la troisième place du podium** dans un sondage BVA (22/03). Dans ce sondage pour Orange, la presse régionale et RTL réalisé les 21 et 22 mars, le candidat du Front de gauche atteint 14% des suffrages, gagnant 5 points par rapport au précédent sondage de l'institut, réalisé mi-février. Le député européen passe devant Marine Le Pen (13%), qui recule de deux points, et François Bayrou (12%), en léger repli (-1). En raison des marges d'erreur, "l'avance" de Jean-Luc Mélenchon "est plus symbolique que statistique", relève BVA. Par ailleurs, l'écart se réduit entre François Hollande (29,5%), qui perd 1,5 point et Nicolas Sarkozy (28%), qui en gagne deux par rapport à la dernière enquête de BVA.

Bien que désormais officiellement candidats pour avoir réuni les 500 parrainages, Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) et Philippe Poutou (NPA), concurrents de Jean-Luc Mélenchon à la gauche de la gauche, ne progressent pas et recueilleraient moins de 0,5% chacun. La candidate d'EELV Eva Joly baisse de 1 point, à 2%, Nicolas Dupont-Aignan gagnant lui un demi-point, à 1,5%. Jacques Cheminade est crédité de moins de 0,5%.

Christophe Barbier (L'Express 16/03) vomit son fiel « Si la prime au méchant vaut à Mélenchon de créer la surprise dans les urnes, le nouveau président devra faire avec. Déjà handicapé par un programme imprécis et mal financé, le socialisme de gestion serait alors pris en otage sur sa gauche. Car Mélenchon, ténor les meilleurs jours et guignol les pires, a déjà réussi un exploit : ressusciter le Parti

communiste. Le communisme mordu par Mélenchon, c'est un peu comme un vieux dragon qui aurait attrapé la dengue - ou la rage : il s'agite sans grande cohérence, mais crache à nouveau du feu. Pas assez pour incendier ce palais d'hiver qu'est la France, mais suffisamment pour faire bouillir l'eau tiède du PS. » Interrogé par La Croix (16/03) Vincent Tiberj, chercheur à Sciences Po souligne que « Jean-Luc Mélenchon a encore une marge de progression » Cela s'explique selon lui car « elle réside dans la prise en compte des deux grandes sensibilités existant à gauche. Jean-Luc Mélenchon tient, d'abord, un discours traditionnel socio-économique de gauche qui insiste, avec radicalité et goût de la confrontation, sur la rupture avec le système capitaliste ou la défense de la laïcité. Il développe, ensuite, des thématiques auxquelles la nouvelle gauche est sensible comme la réponse à la précarité, le respect du multiculturalisme, la défense de l'environnement, ou la tolérance à l'égard de l'homoparentalité. Jean-Luc Mélenchon est en phase avec l'électorat de gauche lorsqu'il exhorte, par exemple, à la mobilisation de la rue. C'est aussi une façon de prévenir que, dans la perspective d'une éventuelle élection de François Hollande, tout ne sera pas qu'une affaire de gouvernement et qu'il faudra tenir compte du mouvement social. Le vote Mélenchon peut ainsi apparaître comme un vote destiné à influencer sur le PS. Le candidat du Front de gauche sait que le PS, après avoir porté une certaine radicalité dans les années 1970-1980, s'est davantage tourné vers le réalisme et la social-démocratie. L'objectif, pour l'eurodéputé, est de s'attirer par ailleurs le vote des classes populaires, qui lui font plutôt défaut au départ. Ses concurrents, à la gauche du PS, partent avec un handicap dans la campagne officielle. Ces dernières semaines, il a plutôt pris sur l'électorat de François Hollande. Comme les chances du candidat socialiste de figurer au second tour paraissent toujours intactes, les intentions pour un vote d'influence du PS pourraient devenir plus nombreuses. »

Dans la vague 6 de la **Présidoscopie-Cevipof**, l'électorat du candidat du Front de gauche est marqué par une dominance de la protestation des hommes d'âge mûr, des cadres moyens et supérieurs, des personnes diplômées et des citoyens sans religion. Ce sont dans ces catégories que Jean-Luc Mélenchon parvient à dépasser sensiblement la barre des 10 %. La protestation qui est au cœur du vote mélenchoniste reste une protestation plutôt bourgeoise, celle d'une bourgeoisie de gauche, éduquée et détachée de toute forme d'engagement religieux. Lorsqu'on ajoute à ce profil la condition salariée dans le secteur public, le vote en faveur de Mélenchon peut être élevé. En revanche, pendant longtemps, le candidat du Front de gauche, en dépit d'un discours très plébien, a eu du mal à pénétrer les milieux populaires dont il espère le ralliement. La dernière vague de la Présidoscopie montre que, sur ce terrain, Jean-Luc Mélenchon commence à déplacer les lignes : il attire aujourd'hui 9,6 % des intentions de vote des ouvriers, 10,8 % de celles des personnes qui disposent d'un revenu mensuel net du foyer de moins de 1 200 euros et enfin 12 % de celles des chômeurs.

**P. Perrineau** (Le Figaro 20/03) analyse les résultats de ce sondage Cevipof. Il estime que « Cette dynamique de la candidature de Jean-Luc Mélenchon ramène la « gauche de la gauche » au niveau d'une force électorale avec laquelle il faudra compter alors que certains avaient pu croire qu'elle était en voie de marginalisation électorale après sa médiocre performance de 2007. La « gauche de la gauche » n'est définitivement plus sous influence communiste et ne doit sa modeste influence qu'à l'impact de candidats trotskistes au premier rang desquels figure Olivier Besancenot. L'heure est venue pour que la notion même de candidat communiste disparaisse et que le PCF confie le soin de gérer ses intérêts électoraux à un homme qui incarne, dans son itinéraire politique personnel, les différents courants de la « gauche de la gauche » sans être ou avoir été lui-même

communiste. A cette « unification » de la « gauche de la gauche », le candidat du Front de gauche ajoute une capacité à récupérer quelques déçus du socialisme et de l'écologie : 16 % des électeurs qui avaient voté pour Dominique Voynet en 2007 affirment aujourd'hui une intention de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon, il en est de même pour 11 % de l'électorat de Ségolène Royal. 45 % des électeurs de 2007 d'Olivier Besancenot disent aujourd'hui leur intention de voter en faveur de Jean-Luc Mélenchon. À cette captation d'héritage, le candidat du Front de gauche a su ajouter une fidélisation de l'électorat communiste : 84 % des électeurs qui avaient choisi Marie-Georges Buffet en 2007 ont l'intention de voter pour lui. L'électorat qui est venu vers lui au cours des quatre derniers mois est un électorat où les fidèles sont plus nombreux que la moyenne. De la vague 1 (28-29 octobre 2010) à la vague 6 (1er-6 mars 2012) de la présidoscopie Ipsos-cevipof, 5,6 % de l'échantillon interrogé est resté fidèle à Jean-Luc Mélenchon, 1,5 % l'a quitté et 3,8 % est venu à lui. Dans cette population de « nouveaux mélenchonistes » le poids des ouvriers, des chômeurs, des salariés du secteur public et des électeurs aux revenus modestes est important. La dynamique de Jean-Luc Mélenchon se nourrit des déceptions qu'éprouve une partie de l'électorat de gauche vis-à-vis des candidatures de François Hollande, d'Éva Joly et plus marginalement de Philippe Poutou. S'y ajoute un zeste de protestation sociale qui peut utiliser successivement l'intention de vote lepéniste puis celle de son plus ardent opposant. Seules les cinq semaines qui viennent pourront confirmer et éventuellement amplifier cette dynamique qui montre qu'au sein des gauches persiste un tempérament contestataire et protestataire qu'ont longtemps capté la tradition communiste. »

Ce dernier lundi, la presse mettait en Une le rassemblement de la Bastille : Jean-Luc Mélenchon monte en régime, Libération ; « L'effet Mélenchon » bouscule la présidentielle à gauche, Les Echos ; Le candidat Mélenchon réveille l'enthousiasme de ses militants, La Croix ; Mélenchon s'offre la Bastille, Le Parisien ; La démonstration de force de Mélenchon, Le Figaro.

**Favilla** (Les Echos 22/03) constate « Il peut se targuer d'avoir exercé un ascendant intellectuel sur cette campagne, au-delà même des frontières de la gauche. Jean-Luc Mélenchon est parvenu à imprégner la campagne de nombre de ses propositions. Quand, le 27 février, François Hollande annonce son intention de confisquer les revenus au-delà de 1 million d'euros en les taxant à 75 %, la pression politique exercée par un candidat du Front de gauche exigeant que l'on fasse rendre gorge aux plus riches y est naturellement pour beaucoup. Autre symptôme de la « mélenchonisation » de la gauche, l'évolution de François Hollande sur la revalorisation du SMIC. Prudent au début de sa campagne, ce dernier a fini par se prononcer, dimanche 11 mars, en faveur d'une indexation du salaire minimum sur la moitié de la croissance annuelle. Enfin, le 27 février, des députés socialistes, faisant suite à une promesse de leur candidat, ont déposé une proposition de loi visant à contraindre tout industriel en passe de fermer un site à le céder à un repreneur. Peu avant, Jean-Luc Mélenchon avait défendu un droit de « préemption » des salariés. L'« irradiation » du discours du candidat du Front de gauche, selon le terme du politologue François Miquet-Marty, président de ViaVoice, a également gagné la droite, à travers la proposition, faite, lundi 12 mars, par Nicolas Sarkozy, de frapper d'un impôt citoyen les exilés fiscaux. Exégète de ses propres œuvres, l'intéressé a tôt théorisé son entreprise de « mélenchonisation des esprits », qui n'est plus tout à fait une rodomontade. Lui qui connaît par cœur ses classiques marxistes s'inspire des analyses d'Antonio Gramsci. Pour Gramsci, le pouvoir est le produit, et non la source, d'une « hégémonie culturelle » conquise par une classe dominante sur une classe

dirigeante. Bien sûr, on peut se demander où sont les intellectuels influents du Front de gauche. Peu s'en revendiquent, en effet. Mais, sans nécessairement soutenir Jean-Luc Mélenchon, des théoriciens de la démondialisation comme Jacques Sapir, du protectionnisme comme Emmanuel Todd ou de l'égalitarisme comme Thomas Piketty ont nourri l'ascension d'une gauche bien plus révolutionnaire que celle de François Hollande. La victoire en moins, il y a bien à l'oeuvre, dans cette stratégie politique, un processus de type gramscien, qui n'est pas sans rappeler la méthode de conquête du pouvoir par Nicolas Sarkozy en 2007. »

## Les tueries de Montauban et de Toulouse dans la campagne

**B. Guetta** dans sa chronique sur France inter (20/03) remarque « Les cibles indistinctement noire, musulmanes et juives, la froideur dans le meurtre et l'absence de revendication, tout cela évoque plutôt ces terrifiants paranoïaques qui ont déjà frappé ailleurs, ces hommes pour lesquels l'Europe serait en état de siège, menacée dans son identité, déjà envahie et appelée à se défendre avant de succomber sous le nombre. Il y a quelque chose de pourri au royaume d'Europe et cela est d'autant plus inquiétant que les causes en sont profondes. Encore minoritaire mais toujours croissante, une partie des Européens a peur d'un siècle où elle ne reconnaît plus, de ces puissances émergentes dont la concurrence ferme les usines, de ces pays arabes en ébullition, de ces multinationales plus fortes que les Etats-nations et de cette Union européenne qui se bâtit si loin d'eux. A défaut de comprendre - car personne ne se soucie de s'adresser à leur intelligence - que ces changements sont irréversibles et que l'Union est faite pour affirmer une puissance publique européenne à même d'affirmer l'Europe, ces Européens accusent l'étranger de ces étrangetés, veulent fuir dans un passé révolu et refermer les frontières nationales dans l'espoir de retrouver les cadres familiers d'une sécurité passée et mythifiée. Toute une partie de l'Europe a peur et la peur est mauvaise conseillère. »

Selon **Dominique Reynié** sur France inter (20/03) qui a été un des acteurs médiatiques durant ces derniers jours relève « Dans les sociétés européennes, il y a une certaine disponibilité dans des sociétés fragilisées. Il est nécessaire de refabriquer du lien. Il y a la folie mais il y a des formes de folies. Cette forme est de notre époque. La globalisation favorise cette fragilité. Nos sociétés sont menacées par des passages à l'acte. Si on prend des indicateurs sur le sentiment négatif à l'égard des musulmans et des juifs, 1 espagnol sur 2 a des sentiments négatifs vis à vis de ces communautés, 25-30 % en France. Il y a un problème avec le vivre ensemble. » Dans Le Parisien (22/03) il affine son argumentaire « Notre société est traversée par des peurs qui vont être exacerbées par ce drame. Les candidats devront s'efforcer de les apaiser, ne surtout pas céder à la tentation de les attiser. Marine Le Pen ? Son discours populiste et xénophobe va en effet entretenir la peur intérieure, celle que les Français éprouvent les uns à l'égard des autres. Dans la première partie de la campagne, on a vu des Français qui ont peur d'eux-mêmes, se disputent entre eux : c'est tout le débat sur les riches, sur les immigrés. En même temps s'ajoute une peur du monde. Les Français craignent tellement le supranational qu'ils veulent se replier sur eux-mêmes, semblent prêts à renoncer à l'Europe. Tous les candidats ou presque ont à un moment ou à un autre laissé à penser que le pays est en opposition avec lui-même. Polémique sur la viande halal, formule choc sur les « civilisations » lancée par Guéant, dénonciation outrancière des riches traités comme des délinquants,

les phrases brutales ont fait florès. Je pense à un Hollande dénonçant dans ses discours ces gens « arrogants et cupides », à un Mélenchon chauffant à blanc les esprits avec ses promesses de révolution sociale. Or les mots ont un sens et, dans un contexte aussi difficile pour les Français, une telle violence verbale n'est pas sans risques. **E. Plenel** (Mediapart 20/03) réplique « Une haine meurtrière défie désormais la France, sa République et sa campagne présidentielle. La tuerie antisémite de Toulouse est peut-être l'œuvre d'un fou. Mais, dans ce cas, sa folie est d'époque. D'une époque où l'on s'habitue à diviser l'humanité plutôt qu'à la rassembler, où l'on attise les violences plutôt que d'apaiser la société. Et c'est cette folie qu'il importe de conjurer d'urgence, en convoquant la raison contre la peur et la fraternité contre la haine. Mais peut-être est-il aussi un fou d'idéologie, un fou saisi par ces passions meurtrières qui, ces dernières années, n'ont cessé de travailler notre modernité, diffusées et alimentées par les tenants des guerres d'identités, chocs de civilisations et affrontements de religions. Passion républicaine contre politique de la peur. Il est temps de nous ressaisir et, sous le choc de l'émotion, de retrouver le chemin d'une concorde républicaine en lieu et place de cette guerre de tous contre tous qui fermente sous l'aigreur de la déraison politique à l'œuvre ces temps derniers – identité nationale contre origine étrangère, civilisations supérieures contre religions inférieures, racines chrétiennes contre invasion musulmane, etc. Oui, temps de nous rappeler, en lui donnant une nouvelle jeunesse, ardente et communicative, que la République, dans son idéal d'égalité démocratique et sociale, est supposée ne faire aucune distinction selon l'origine, l'apparence ou la religion. Sinon le pire est à craindre. »

**Brice Teinturier** alerte : « C'est typiquement le genre d'événement extérieur qui peut venir modifier une donne électorale, parce que la capacité de réaction des candidats, leur capacité à trouver le bon registre, les bons mots sont évidemment extrêmement importants, et en général, dans une campagne présidentielle, c'est plutôt une prime ou quelque chose qui peut favoriser celui qui est aux commandes, dont N. Sarkozy. Tout simplement parce que cela lui donne aussi davantage de visibilité et qu'il peut prendre des décisions dans l'immédiat, face à un événement dramatique. On l'a vu en 2007 ou en 2002. » (France inter 20/03)

G. Tabard (**Les Echos** 20/03) écrit « Face à l'horreur, l'erreur était interdite. Face à la tuerie de Toulouse, tous les candidats à la présidentielle ont trouvé les mots justes et l'attitude digne. Aucun n'a commis la faute d'une exploitation politique du drame. Tous ont admis, comme une évidence, le principe d'une suspension de la campagne électorale. Lui qui fut tant de fois accusé de monter au créneau à chaque fait divers était évidemment dans son rôle à Toulouse où il a prononcé une déclaration que tous ses concurrents auraient pu signer à la virgule près. La parenthèse sera courte. La campagne reprendra ses droits sans qu'aucun de ses acteurs n'ait perdu en honneur. »

F. Sergent de son côté dans **Libération** (20/03) souligne « On a vu par le passé comment un scrutin pouvait être pollué par un fait divers crapuleux ou par des opérations militaires dûment programmées à des fins électoralistes. Entre la juste solidarité et la compassion avec la communauté juive une nouvelle fois touchée et la récupération, le chemin est étroit. Jusqu'à présent, les candidats ont évité tout dérapage. Y Thérard (Le Figaro 20/03) souligne « En pareilles circonstances, on a du mal à comprendre qu'un début de logique préside à semblable délire. Si ce ne sont pas des actes gratuits, la vengeance, le terrorisme, le racisme, pris isolément ou ensemble, en sont-ils les ressorts ? On peine à imaginer que le motif, quel qu'il soit, puisse être dissocié d'une folie suicidaire. Une chose est sûre : l'assassin a le souci de sa publicité et de la mise en scène de sa barbarie. Les candidats à la présidentielle ont suspendu leur campagne. Le débat politique, ses joutes et ses petites phrases sont mis entre parenthèses. Mais la France, en deuil, meurtrie,

consternée, ne doit pas rester prostrée. Elle doit s'interroger pour mieux assurer la protection de tous les citoyens. « Sans distinction d'origine, de race ou de religion » , précision de notre Constitution que cette tragique actualité commande. » Dans **Mediapart** (21/03), Christian Salmon intitule son article « L'état de peur totale ». Nous pouvons lire « Les événements de Toulouse ont donné lieu à une débauche de récits dans la presse qui n'avaient d'autre but que d'alimenter, ce que j'appellerai «l'Etat de Peur Totale». Sidération. Stupeur. Rien de romanesque, « juste un allumé revenu d'Afghanistan qui veut venger ses frères palestiniens ». Pourtant on aura vécu quatre jours de psychodrame national, orchestré par le président des effrois successifs, l'ordonnateur de nos peurs nationales. Un interminable "*suspense*", une suspension non seulement de la campagne mais du sens, de la capacité à débattre et à symboliser. Le storytelling de la peur se donne à lire pour ce qu'il est: un déni de démocratie .... »

Après ce montage médiatico-politique, la campagne a repris. L'UMP avec **Copé** utilise cet évènement afin de relancer la campagne de Sarkozy. Celui-ci s'explique dans Le Figaro (22/03) « Ce drame renforce notre totale détermination à continuer à lutter par tous les moyens contre la menace terroriste, mais aussi contre toutes les formes de fondamentalisme et d'intégrisme dont, malheureusement, certains au PS et chez les Verts ont si souvent nié la dangerosité. La sécurité a toujours été au coeur de ce débat. Il n'y a qu'à Paris qu'on fait semblant de ne pas voir que c'est un souci majeur. Ou au PS, parce que face à un Nicolas Sarkozy pleinement crédible sur son bilan et sur ses propositions, François Hollande n'a jamais fait de la sécurité une priorité de son projet. Le PS vient donner des leçons alors qu'il s'est opposé à la totalité des mesures de sécurité que nous avons votées et mises en oeuvre, depuis les peines planchers jusqu'à la rétention de sûreté, en passant par les caméras de surveillance dans les villes ! »

Le FN n'est pas en reste et abandonne toute subtilité préliminaire. **Jean-Pierre Filiu**, professeur à Sciences Po, spécialiste du djihadisme et du radicalisme islamiste (Le Figaro 22/03), explique « Il faut mettre en garde contre la manipulation qu'Al-Qaida avait déjà tenté, en vain, d'opérer lors des attentats de Madrid en mars 2004 : il s'agit pour l'organisation terroriste de prendre en otage les musulmanes et les musulmans des pays concernés, de les retrancher de la communauté nationale, de déclencher un cycle de violence raciste. » **P. Perrineau** peut ainsi déclarer dans le Figaro (22/03) « Les attaques de ces derniers jours ont fait apparaître derrière la barbarie l'hydre du terrorisme. La suspension de la campagne a été acceptée par l'essentiel de la classe politique. De fait, la représidentialisation de Nicolas Sarkozy a été admise par tous. La fonction présidentielle revient au premier plan avec un retour du président de la République au centre du jeu. Il s'est repositionné au coeur du système sur une thématique, sécurité et terrorisme où il devance François Hollande dans les enquêtes d'opinion. Cette affaire fait apparaître que la France est dans un environnement troublé. Il y avait déjà la crise de la dette et la crise économique. Un nouveau trouble a émergé depuis quelques jours : la sécurité. On peut tout de même envisager un gain, quasi mécanique, dans les intentions de vote en faveur de Nicolas Sarkozy. Mais tout est dans son ampleur. Si le président gagne 4 ou 5 points dans les sondages, une dynamique pourrait peut-être s'enclencher et transformer le rapport de force au premier tour. »

**Laïcité.** A lire « Les usages de la laïcité : entre renoncements et surenchères » Martine Barthélémy. Cevipof, Février 2012. J. Baubérot, "La laïcité falsifiée", La Découverte, 2012

«La laïcité doit redevenir facteur d'intégration, non de division» Gilles Kepel . Libération (02/02/2012). 50 propositions pour une France plus fraternelle. LICRA - 08/03/2012

## | Parti Socialiste

**Laurent Bouvet** est revenu pour Marianne2 (17/03), sur le concept d'«hollandisme révolutionnaire» inventé récemment par l'intellectuel Emmanuel Todd. Il s'avoue moins optimiste que lui sur les capacités de François Hollande à fendre l'armure idéologique et rompre avec une culture politique vieille de 30 ans. Selon lui « Le terme d'Hollandisme révolutionnaire est intéressant. Todd le présente comme un pari pascalien, mais ce n'est pas tout à fait ça parce que si cela n'arrive pas, ce sera beaucoup plus douloureux. De l'autre côté il y a la raison du spécialiste de sciences politiques qui ne voit pas comment cela est possible fonctionnellement. Les circonstances peuvent être suffisamment dramatiques pour conduire à des transformations radicales. Mais les gens qui seront au pouvoir sont des gens qui auront été formés et forgés dans le socialisme français avec tout ce que cela implique depuis 1981. Il a commencé vendeur à la base et il devient PDG de la boîte, mais c'est la même boîte. Il arrive à la fin du cycle comme la chouette de Minerve chez Hegel, à la tombée de la nuit pour révéler toute l'histoire. Malgré les circonstances, mon pessimisme me conduit à me dire que les structures seront plus fortes. Si la crise ne s'aggrave pas, cette normalisation par le bas fera que ces élites, de gauche mais pas seulement, ne remettront pas en cause tout ce qu'elles sont et ce qu'elles ont appris. En revanche, si la crise devait s'aggraver avec des scénarios type sortie de l'euro etc. le scénario d'Emmanuel Todd pourrait être possible. Je suis moins optimiste qu'Emmanuel Todd. La politique se fait par les hommes et c'est un exercice de forces autour du président de la République. Les capacités de réforme passent par une grande réforme fiscale avec au moins l'établissement de l'égalité des prélèvements sur les revenus du travail et du capital. Il y a plein d'outils possibles, ça a été mentionné, mais je ne vois pas la grande réforme qui permettra cette évolution. Si la gauche ne se préoccupe que des droits de telle ou telle minorité sous la pression d'associations plus ou moins bruyantes dans l'espace public, sans les accompagner de mesures fortes pour les catégories populaires, elle fera du zapatérisme. Ce n'est pas ça la gauche. Le retour de bâton risque alors d'être terrible dans les élections locales qui suivront. »

## | A lire

Julian Mischi Au nom des ouvriers. Quelle représentation politique des classes populaires ? Médiapart (17/03). Dans le cadre de cette campagne électorale, les références publiques aux « ouvriers » et, plus largement aux « classes populaires » ou encore au « monde du travail » se multiplient. Invisible en temps ordinaire, le monde ouvrier retrouve soudainement une existence médiatique sous le double impact d'une actualité sociale faite de fermetures d'usines et de stratégies de mobilisation électorale. Cette situation est inédite car la campagne précédente avait plutôt braqué les projecteurs sur les « quartiers populaires ».